

LE KREMLIN-BICÊTRE EN COMMUN

UNE POLITIQUE CLAIRE, 3 DÉCISIONS COURAGEUSES

 La ville a décidé d'accueillir en août 51 migrants au gymnase Ducasse : dans un esprit républicain, la Ville a pris sa part d'humanité. Tout s'est bien passé pour ces personnes et dans notre commune durant ces quelques semaines. C'est toujours ce même état d'esprit de la justice et de l'ordre républicains qui a motivé l'arrêté pris par le maire d'évacuation de l'ancien hôtel-restaurant Le Diplomate à l'angle Leclerc-14 Juillet : le risque d'insalubrité, les nuisances et infractions à la loi exigeaient une décision ferme et rapide, appliquée avec humanité et discernement par la force publique. Ce lieu est amené à devenir un immeuble d'habitation à loyer modéré. Enfin, pour travailler à un meilleur partage de l'espace public, une commission extra-municipale a été créée, réunissant habitants, associations et élus afin d'élaborer un plan de mobilités ambitieux et adapté aux spécificités géographiques et urbaines de notre ville.

Jérôme Giblin & Corinne Bocaille

ELUS SOCIALISTES



Malheureusement la crise sanitaire sévit au niveau social et économique. Le nombre de chômeurs s'accroît avec un risque grandissant de la précarisation de l'emploi. Dans ce contexte, notre groupe PS signe le vœu de la majorité pour la gratuité des masques pour tous.

Par ailleurs, la majorité a sollicité l'Education Nationale pour la réouverture de classes fermées.

Le 25 juin, la proposition de loi du Parti Socialiste était examinée demandant la création d'un fonds d'indemnisation des victimes du Covid-19, pour les soignants mais aussi pour les travailleurs de seconde ligne (caissiers, éboueurs, opérateurs funéraires...).

Le texte a été rejeté.

Le Parti socialiste avait estimé que refuser l'indemnisation automatique à tous les salariés victimes du Covid-19, était « une forme de mépris » du gouvernement pour les salariés.

De la même façon, le Parti Socialiste réclame la reconnaissance automatique du Covid-19 comme maladie professionnelle pour tous les travailleurs, soignants et non-soignants.

Corinne COURDY, Conseillère municipale

POUR UNE VILLE QUI NOUS RASSEMBLE



La crise sanitaire n'est pas encore résorbée que les français affrontent ses conséquences économiques. Des milliers d'emplois sont menacés par les fermetures de sites : Bridgestone à Béthune et 863 salariés, Zodiac à Ayguevives, ou une usine de tracteurs à Saint-Dizier, et l'on redoute des restructurations des groupes General Electric et Schneider Electric. Les aides proposées par l'Etat dans son plan de relance ne feront pas le poids face à ces délocalisations qui suivent la voie du plus bas coût salarial. L'on peut craindre aussi une vague de faillites avec la fin des mesures d'aide décidées en confinement, le recours massif à l'endettement, et les bilans de fin d'année qui approchent.


Cette période d'incertitude n'est-elle pas l'occasion de mobiliser toutes les énergies en vue d'un changement de paradigme qui intégrerait à la logique économique les facteurs humains et environnementaux ? Ou bien doit-on se résigner à la mythologie d'une croissance épuisée et climaticide ?

Le groupe « Pour une ville qui nous rassemble », PCF et Citoyens.

Groupes d'opposition

LE KREMLIN-BICÊTRE EN AVANT

LA DÉMOCRATIE BAFOUÉE PAR LE MAIRE

 Près de trois mois après son installation, la minorité politique qui gouverne la ville démontre jour après jour son mépris constant de l'opposition. Le conseil municipal est légalement convoqué par le maire 5 jours avant la séance. Mais le règlement intérieur de notre conseil, voté en 2016 et toujours en vigueur, prévoit en principe 12 jours, soit 2 week-ends pour étudier le dossier. Or, sans aucune justification liée à une urgence quelconque, le maire a retenu le délai légal, sans nous en informer préalablement, tentant ainsi d'entraver notre légitime travail d'opposants. De plus, toujours au mépris du règlement intérieur, et malgré notre demande, les commissions municipales ne sont pas instituées. Elles permettent aux conseillers d'opposition de poser les questions nécessaires à leur compréhension, et donc à forger leur opinion en vue du vote. Les masques tombent, et le maire montre son vrai visage d'autocrate empêtré dans son absence de légitimité... Rédigé et transmis le 20/09/20 à 19h30.

ENSEMBLE CHANGEONS LE KB

GESTION COVID19



Quelles sont les mesures concrètes que compte mettre en place le Maire dans le cadre de la crise sanitaire ?

Au-delà des séances d'information et de dépistage pilotés par l'ARS, le Maire doit prendre des mesures concrètes partout notamment pour faire respecter le port du masque. La majorité municipale ne peut se cacher uniquement derrière des actions dirigées par l'ARS, la région Ile de France ou l'Etat.

Pour cela il faut une communication abondante pour sensibiliser la population et une présence policière très forte pour faire respecter les mesures. Et nous remarquons malheureusement que la présence de la police municipale a fortement diminué.

Les cents premiers jours de la majorité en place manquent cruellement d'actions et de mesures efficaces pour l'ensemble des habitants de la Ville. Il n'y a pas de perspective offerte à notre commune, ni de sens à l'action publique. Et pourtant n'est-ce pas là que réside la raison d'être de la politique municipale ?

Lionel Zinciroglu, Nadia Chiboub, Enguerrand Delannoy, Laurence Couto, Jean-Pierre Ruggieri EnsembleChangeonsleKB.fr

« En application de la loi du 2 février 2020 relative à la démocratie, un espace d'expression est réservé aux différents groupes politiques représentés au sein du conseil municipal. Les textes, informations et chiffres publiés engagent l'unique responsabilité de leurs auteurs et reflètent leur seule opinion. »